



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Pierre Guillaumat, Elf et la « Françafrique »

« Les mœurs de cette industrie n'ont rien à voir avec ce qui se pratique ailleurs... » L'aveu est de Loïk Le Floch-Prigent, PdG d'Elf de 1989 à 1993. En 1994, un an après son remplacement par Philippe Jaffré, éclate « l'affaire Elf ». Au départ, une affaire presque banale : le financement, par le géant pétrolier, du groupe textile Bidermann. A l'arrivée, la mise à jour d'un vaste système de corruption et de détournement de fonds où l'on retrouve les noms de Charles Pasqua, de Roland Dumas, d'Alfred Sirven - directeur des affaires générales d'Elf sous l'ère Le Floch-Prigent -, d'André Tarallo, le « monsieur Afrique » du groupe pétrolier, et de beaucoup d'autres. Plus qu'un scandale, une véritable affaire d'Etat..

Le pétrole, l'Etat : en France, les deux termes furent longtemps inséparables, les pouvoirs publics ne se désengageant vraiment du

secteur qu'au milieu des années 1990. Déjà, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Etat avait joué un rôle essentiel dans la création de la CFP - future Total - permettant à la France d'avoir accès aux gisements pétroliers d'Irak. Des années durant, la CFP resta sous la coupe du Quai d'Orsay dont elle était un peu la « chose ». La création d'Elf fut, elle aussi, politique. Jusqu'à son rachat par Total, en 1999, le groupe en resta durablement marqué. Qu'il s'agisse de Pierre Guillaumat, d'Albin Chalandon, de Loïk Le Floch-Prigent ou de Philippe Jaffré, la plupart des PdG successifs du groupe furent issus du sérail politique. Mais alors que la CFP dépendait du ministère des Affaires Etrangères, Elf devint très vite le « domaine réservé » de l'Elysée et l'un des instruments privilégiés de la politique africaine du pays. Une évolution réellement amorcée sous Pierre



Guillaumat au début des années 1960.

Au départ de l'aventure Elf, une belle ambition : diversifier les sources d'approvisionnements en or noir du pays. Dès le début des années 1930, plusieurs organismes publics se mettent en quête de gisements pétroliers, non seulement en France mais aussi dans l'Empire. Une étape essentielle est franchie en 1939 avec la découverte de gaz dans le Comminges, à Saint-Marcet. Elle aboutit à la création, en juillet de cette année-là, de la Régie Autonome des Pétroles (RAP), premier maillon de la chaîne qui conduira à la création d'Elf-Aquitaine. Tous les espoirs semblent alors permis. A tel point qu'en 1941, est créée la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA), détenue majoritairement par l'Etat et dont la CFP est également actionnaire. Sa mission : explorer toute la région, et notamment le Piémont pyrénéen. C'est ainsi qu'est mis à jour, en 1951, l'énorme gisement de gaz de Lacq. Dans le même temps, des recherches sont effectuées en Afrique du Nord, cette fois par la CFP et le Bureau de Recherches Pétrolières (BRP), un organisme public créé juste après la guerre. Avec succès là encore : au début des années 1950, d'importants gisements d'or noir sont

découverts en Algérie, à Hassi Messaoud et Hassi R'Mel. Ces découvertes aboutissent à la création de la SN-Repal, filiale du BRP et de la CFP dédiée à l'exploitation du pétrole algérien. Dans le milieu des affaires comme dans les couloirs ministériels, on s'enthousiasme. Porté par ces bonnes nouvelles, le cours des actions liées au secteur s'envole littéralement à la bourse de Paris.

BRP, RAP, SNPA, SN-Repal : autant de facettes d'une même politique d'intérêt national visant à faire de la France une grande puissance pétrolière. Mais ces entreprises publiques présentent toutes une même faiblesse : elles ne possèdent ni savoir-faire ni actifs en aval de la filière, c'est-à-dire dans le raffinage et la distribution. L'un et l'autre sont alors aux mains des groupes étrangers. D'où le grand projet mûri par les pouvoirs publics au début des années 1960 : créer une société nationale de distribution. Ce sera l'Union générale des pétroles (UGP), portée sur les fonds baptismaux en avril 1960 et qui regroupe la Régie Autonome des Pétroles, la SN-Repal, et le Groupement des exploitants pétroliers (GEP), constitué lui-même de plusieurs sociétés dont la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine. Pour



assurer sa mission, l'UGP acquiert dès sa création plusieurs petites sociétés de distribution. Elle dispose également des actifs de la société Caltex (California & Texas Oil Company), à l'origine filiale du groupe américain Texaco reprise par la SN-Repal. Des actifs constitués pour l'essentiel de 183 stations-services, 1385 point de vente routiers, 4 tankers et une vieille raffinerie à Ambès. L'un des premiers actes de l'UGP est de faire édifier, à Feyzin près de Lyon, une raffinerie ultra-moderne.

L'étape suivante de la consolidation du secteur se situe en 1966. Cette année-là, toutes les filiales du BRP et de la RAP - dont l'UGP - sont fusionnées au sein d'une nouvelle entité : l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (Erap). L'année suivante, toutes les marques contrôlées par l'ERAP sont remplacées par une marque unique : Elf. Le grand basculement se fait en avril 1967, lors d'une nuit mémorable. 12 000 personnes sont mobilisées pour assurer dans 4500 points de vente le remplacement des anciennes enseignes par le nouveau logo Elf. La tenue des pompistes Elf, avec leur nœud papillon rouge et leur casquette assortie, contribue d'emblée à donner à la nouvelle

marque un fort capital de sympathie dans le public. Elf-Erap vient de naître. Mais il faut attendre 1976 pour que fusionnent l'ERAP et la SNPA, restée jusque-là en dehors des regroupements successifs. L'opération donne naissance au groupe Elf-Aquitaine. A l'issue de véritables « meccanos industriels », la France s'est ainsi dotée d'un deuxième champion pétrolier derrière la CFP.

Lorsque naît officiellement Elf-Aquitaine, cela fait longtemps déjà que le groupe est devenu un devenu une sorte d'annexe de l'appareil d'Etat. Tout a commencé en 1962 avec la nomination à la tête de l'UGP de Pierre Guillaumat. Né en 1909, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, résistant de la première heure, l'homme est un proche du général de Gaulle, qui connaissait déjà son père, le général Adolphe Guillaumat. C'est le général de Gaulle qui, en 1944, place Pierre Guillaumat à la tête de la Direction des Carburants, lui encore qui le nomme, en 1945, président du tout nouveau Bureau de Recherches Pétrolières (BRP), faisant de lui le véritable maître de la politique pétrolière en France. A ce poste, Pierre Guillaumat arrive avec une idée fixe et des méthodes bien à lui. L'idée fixe : assurer

à tout prix l'indépendance énergétique de la France. Au cours de la Première Guerre mondiale, il a en effet été frappé par l'attitude de la Standard Oil qui, un temps, a interrompu l'approvisionnement en pétrole des armées françaises. « Plus jamais ça ! » s'est-il juré à ce moment. Quant aux méthodes, elles sont simples : peupler le BRP d'hommes à lui. Des hommes issus pour la plupart du Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), les services secrets gaullistes pendant la guerre dont Pierre Guillaumat a été membre. Cette culture du renseignement qui imprègne Guillaumat va largement déteindre sur le futur groupe Elf, expliquant en grande partie ses dérives futures. Jusqu'à sa privatisation, Elf emploiera ou « recyclera » nombre d'agents issus des services spéciaux.

Mais si tout bascule véritablement en 1962, c'est en raison d'un événement que personne n'aurait pu prévoir dix ans plus tôt, lors de la découverte des gisements pétroliers du Sahara : l'indépendance de l'Algérie. Elle remet brutalement en cause la stratégie d'indépendance énergétique patiemment mise en place depuis des années et déplace le curseur vers l'Afrique Noire. C'est à elle que va désormais revenir la mission de compenser

la perte de l'or noir algérien et, ce faisant, d'assurer la régularité de l'approvisionnement pétrolier de la France. Lorsque Pierre Guillaumat est nommé par le général de Gaulle à la tête de l'UGP après une brillante carrière ministérielle - il a été ministre de la Défense en 1958 puis ministre de l'Energie atomique et de la recherche entre 1960 et 1962 -, sa feuille de route est claire : « sécuriser » le pétrole africain. A la tête de l'UGP puis d'Elf Erap, Pierre Guillaumat va remplir sa mission à merveille. Lorsqu'il cède sa place à Albin Chalandon, en 1977, Elf fait figure de ministère officieux du pétrole et d'officine de renseignements dans tous les pays producteurs de pétrole d'Afrique Noire.

Un pays, d'emblée, joue un rôle clé dans cette stratégie : le Gabon. Un pays qui va servir de modèle au « système Elf ». Le groupe français y exploite du pétrole depuis 1957. Mais son intérêt se renforce en 1962 avec la découverte et l'exploitation des premiers gisements offshore. Le Gabon, désormais, est sous haute surveillance. A tel point que, lorsque le président gabonais Mba est renversé par un coup d'Etat en 1964, la décision de le remettre en selle militairement est prise conjointe-



ment par Jacques Foccart, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, Pierre Guillaumat, le PdG de l'UGP, Maurice Robert, patron du service Afrique au sein du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), et Robert Ponsaillé, conseiller du groupe pétrolier et du président Gabonais. Agent secret de haut vol, véritable « ministre-bis » de l'Afrique, Maurice Robert devait rejoindre Elf-Erap en 1973 pour y développer un service de renseignements parallèle orienté vers l'Afrique, avant d'être nommé, en 1979, ambassadeur de France au Gabon... Etonnant mélange des genres qui en dit long sur les connexions du groupe pétrolier. Dès les années 1960, le Gabon devient ainsi un véritable protectorat de la République Française, géré par un duo constitué de Jacques Foccart et du groupe Elf. Leur homme lige sur place est Omar Bongo, devenu président du Gabon en 1967 et soutenu de bout en bout par la France. Bongo : un ancien des services secrets français dont l'ascension politique a été téléguidée dès 1960 par Maurice Robert... Une vraie créature de la France en somme, portée au pouvoir pour verrouiller le pétrole. Constitué du président Bongo, de ses fidèles, des dirigeants d'Elf et du parti gaulliste, le « Clan des Gabonais » finit

par étendre ses ramifications jusqu'au cœur de l'appareil d'Etat français, cherchant à influencer la politique africaine française. Le « Clan » s'en prendra ainsi au président Giscard d'Estaing, coupable à ses yeux de s'être opposé à la nomination de Maurice Robert comme ambassadeur au Gabon. Les relations difficiles entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac pourraient bien trouver là l'une de leurs sources...

A partir de sa plate-forme gabonaise, Elf va progressivement étendre son influence à une grande partie de l'Afrique Noire, donnant corps au concept de Françafrique. Le tout sous la houlette de Jacques Foccart, inamovible « monsieur Afrique » de l'Élysée entre 1960 et 1974 et dont les réseaux resteront actifs jusqu'au milieu des années 1990. Mis en place par Pierre Guillaumat, le système perdurera sous ses successeurs. Malgré son marxisme-léninisme déclaré, Elf soutiendra ainsi Denis Sassou Nguesso, président du Congo entre 1979 et 1991. La compagnie l'aidera également à revenir au pouvoir en 1997 et à renverser Pascal Lissouba, qui, pour faire payer aux Français leur soutien à son rival, a commis l'erreur de se tourner vers les compagnies américaines ! On ne touche pas impunément

aux intérêts pétroliers d'Elf ! Au Nigéria - où elle cherche à compromettre les intérêts pétroliers des compagnies anglo-saxonnes -, au Tchad, en Angola - où elle finance de concert le régime marxiste de Luanda et la guérilla de Jonas Savimbi -, au Cameroun - où, au début des années 1980, elle porte au pouvoir Paul Biya afin de contenir la communauté anglophone du pays - partout où ses intérêts l'exigent, Elf mène sa propre diplomatie avec la bénédiction des autorités françaises. Une diplomatie où l'argent coule à flot. « Dans l'ensemble des pays pétroliers, c'est le chef d'Etat ou le roi qui est le bénéficiaire du pétrole. C'est comme ça » expliquera ainsi Loïk Le Floch-Prigent. Lorsqu'éclate l'affaire Elf, le système, de fait, est particulièrement bien rodé. Des sommes considérables sont versées chaque année sur des comptes suisses à des intermédiaires opérant pour le compte des chefs d'Etat africains concernés.

Ce système, personne ne peut ou ne veut le casser. Ceux qui s'y risquent doivent très vite faire marche arrière. Au début des années 1980 ainsi, Jean-Pierre Cot, éphémère ministre de la Coopération, et Jean-Pierre Marion, directeur de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), tentent d'obtenir

la suppression du service de renseignements du groupe Elf. Un service qui fait directement concurrence aux services officiels. En vain. Pas plus que ses prédécesseurs, François Mitterrand ne souhaite se priver d'une telle arme, fût-elle noyautée par les éléments gaullistes ! Si l'on en croit son témoignage, Loïk Le Floch-Prigent tentera lui aussi, avec la DGSE, de faire le ménage dans les « services généraux » du groupe. Il se heurtera à Alfred Sirven et à ses réseaux. La privatisation d'Elf, en 1994, suivie de sa reprise par Total, ont eu pour effet de changer en partie la donne. Intégré au sein d'une multinationale dont les intérêts pétroliers sont loin d'être exclusivement africains, déconnecté des pouvoirs publics, le groupe n'a plus aujourd'hui vocation à jouer le rôle de « bras armé » de l'Etat qui était le sien jadis. Rien ne dit pour autant que l'Etat se soit totalement désintéressé d'un secteur aussi stratégique que le pétrole.

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com